

DANS QUELLE MESURE CIVICUS REND-T-ELLE COMPTE DE SES PRATIQUES EN MATIÈRE DE MISE À DISPOSITION DE RESSOURCES?

PARTIE 5: SOUTENIR LES PRATIQUES EN MATIÈRE DE REDDITION DE COMPTES



En tant qu'intermédiaire financier, nous sommes en partie responsables d'aider les acteurs qui bénéficient de nos ressources à améliorer la façon dont ils rendent compte, dont ils tiennent compte et dont ils sont tenus de rendre des comptes. Pour paraphraser le [Groupe de réflexion sur les mesures incitatives au retour d'information](#) (*Feedback Incentives Learning Group*), il est essentiel que la reddition de comptes ne soit pas simplement un autre fardeau que nous plaçons sur leurs épaules, mais plutôt une opportunité de fournir l'espace et le soutien dont nos parties prenantes ont besoin pour dialoguer de façon constructive avec les personnes qu'ils sont censés soutenir, pour les écouter et leur répondre.

Voici comment nous essayons de fournir un tel espace :

- Dans le cadre de chacun de nos programmes de mise à disposition de ressources, nous demandons aux candidats comment leur proposition soutiendra une communauté ou un groupe particulier, et nous les interrogeons sur la manière dont les bénéficiaires de subventions reversées prévoient de faire participer ces parties prenantes, afin de s'assurer

que leurs besoins et leurs expériences influencent directement le projet.

- Lorsqu'un membre soutenu par le [Fonds de solidarité](#) fait partie d'un mouvement social, les contrôles qu'il effectue avec l'équipe impliquent directement d'autres membres de sa communauté, afin que leurs voix puissent être entendues.
- Lors de l'étape de reddition de comptes, nous demandons généralement (mais pas toujours) comment le partenaire qui a bénéficié des ressources a impliqué ses parties prenantes pour aider à évaluer les résultats obtenus grâce aux activités financées, et les enseignements qu'il a tirés. Le [Laboratoire d'Action Jeunesse](#) (*Youth Action Lab*) demande à ce que les membres de la communauté qui interagissent avec des militants participants partagent des témoignages, qui sont utilisés pour évaluer le niveau de reconnaissance dont le militant participant bénéficie pour son travail auprès de la communauté, et la valeur de son travail aux yeux de cette communauté ; ces informations étant toutes deux des indicateurs critiques de succès.



Cependant, bien que nous demandions aux membres et aux partenaires qui bénéficient de nos ressources de nous dire comment ils rendent des comptes envers leurs parties prenantes, nous ne leur apportons pas beaucoup de soutien actif sur cette question :

- Certains sont orientés vers les outils de renforcement de la reddition de comptes des parties prenantes de l'initiative « [Racines Résilientes](#) » (*Resilient Roots*), mais nous savons que cela ne suffit pas. Nous étudions donc la possibilité d'une formation spécifique pour tous les membres - ce que l'initiative espère faciliter par le biais d'un nouveau [cours en ligne](#) qui sera testé début 2022.
- De même, la manière dont nous demandons à

nos parties prenantes de nous faire part de leurs impressions sur les communautés avec lesquelles ils travaillent ne les aide pas vraiment à réfléchir de manière critique à la réussite de leurs stratégies en matière de participation. En d'autres termes, il se peut que nous accordions simplement des ressources à ceux qui sont capables de répondre à ce type de question, tout en laissant de côté ceux qui ne le sont pas.

- Pour remédier à ce problème, l'équipe du Labo a l'intention d'intégrer dès le début du programme davantage d'activités de reddition de comptes des parties prenantes, notamment par le biais de modèles qui aideront les participants à recueillir et à évaluer plus systématiquement la qualité du retour d'information.

Ainsi, dans quelle mesure CIVICUS remplit-elle son devoir de reddition de comptes en tant qu'intermédiaire de ressources ? Apparemment, si nous nous référons au document [Écoute & Retour d'information : Menu d'activités du bailleur de fonds](#) (*Listening & Feedback : Funder Action Menu*) la réponse serait « pas mal », dans l'ensemble. Et bien que cela ne soit pas très explicite quant au fait d'être directement « tenu pour responsable », nous pouvons certainement considérer que beaucoup de nos programmes sont plutôt axés sur

les parties prenantes.

Cependant, nous avons encore beaucoup à faire pour appliquer nos pratiques les plus innovantes et les plus inclusives de façon plus cohérente et plus systématique dans nos programmes. De plus, nous devons prendre des décisions difficiles concernant les personnes dont nous acceptons l'argent et nos politiques internes si nous voulons réellement transférer plus de pouvoir aux acteurs qui bénéficient de nos ressources.

Nous espérons que vous nous rejoindrez dans cette aventure, en commençant par nous donner votre opinion sur cette mini-série d'articles, et sur les points qui selon vous seraient susceptibles d'être améliorés !

S'il vous plaît contactez resilientroots@civicus.org